

LE MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TAHITI 21. - N° 52.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana pae 27 itema 1872.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance).

En six mois.....	10 fr.
En un an.....	18 fr.
Tous deux.....	32 fr.

Le Numéro : 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

PRIX DES ANNONCES (au comptant).

Les 20 premières lignes.....	30 c.
Les suivantes de 20 lignes.....	15 c.

Les annonces reçues se paient à l'avance au prix des précédentes insertions.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté autorisant un virement de fonds. — Retrait au montant des avances à faire à l'agent spécial. — Ordonnances portant convocation de la haute-cour indigène. — Indélicie sur le bon usage des terres. — Arrêté approuvant les statuts de la société de secours mutuels formée entre les Chinois résidents à Papeete. — Répartition de la concession des terres situées au rattachement d'avance au service Maritime. — Nominations. — Avis administratif. — Arrêt de la haute-cour indigène.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Faillites de la présente Termini-tourama-tourai. — Exposition internationale de Sydney. — Mouvements des ports de Papeete et Vahiperiri. — Annonces.

publiée au Messager et insérée au Bulletin officiel des Etablissements français de l'Océanie.

Papeete, le 15 décembre 1872.

GIRARD.

PRIX DES ANNONCES (au comptant).

Les 20 premières lignes..... 30 c.

Les suivantes de 20 lignes..... 15 c.

Les annonces reçues se paient à l'avance au prix des précédentes insertions.

MORUA au roto i te Vea, e e nemei hia i roto i te puta vai rau parau a te Hao.

Papeete, le 18 no itema 1872.

POMARE.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu la situation des dépenses restant à liquider au compte du budget du service Local, chapitre 2, Exercice 1872;

Vu l'insuffisance des crédits pour couvrir les dépenses de ce chapitre;

Considérant que les crédits du chapitre 1^{er} excèdent les dépenses à liquider au compte dudit chapitre.

Vu l'article 52 du décret du 26 septembre 1855;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. — Il est autorisé un virement de fonds de la somme de trente mille francs du chapitre 1^{er} au chapitre 2 du budget du service Local, Exercice 1872, afin de couvrir les dépenses de ce dernier chapitre.

En conséquence, ladite somme de trente mille francs sera déduite du montant des crédits du chapitre 1^{er} et définitivement acquise au crédit du chapitre 2.

Art. 2. — L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et notifié au trésorier-payeur.

Papeete, le 7 décembre 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur,
L. LE GAZ.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'arrêté local du 1^{er} février 1864 créant un agent spécial à Papeete, et spécialement l'article 3 dudit arrêté, § 3, fixant le maximum des avances;

Vu l'article 148 du décret financier du 14 janvier 1869 portant à vingt mille francs le maximum des fonds à laisser à la disposition des agents spéciaux des services réglés par économie;

Considérant que l'article 78 du décret financier du 26 septembre 1855 ne concerne que les agents spéciaux des services locaux réglés par économie et que l'agent spécial de Papeete est chargé des services Maritime, Colonial et Local;

Attendu que la fixation à vingt mille francs du maximum des avances à faire à cet agent paraît en rapport avec les charges auxquelles il doit satisfaire;

Sur la proposition de l'Ordonnateur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. — Le paragraphe 3 de l'article 3 de l'arrêté du 1^{er} février 1864 est modifié en ce sens que le montant cumulé des avances à faire à l'agent spécial de Papeete pour les divers services dont il est chargé pourra être porté à vingt mille francs, chiffre qu'elle ne pourra dépasser sans justification.

Art. 2. — L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 7 décembre 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,
L. LE GAZ.

POMARE IV. Reine des Iles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République,

Vu l'article 3 de la loi du 28 mars 1866,

POMARE IV. Te Arii vahine no te mau femua Totiaite e te au mai, e te Tomania te Auvahe o te Repupirita,

I te hio raa i te itera 5 o te tate no te 28 no maiti 1866,

TE FAARENI :

La haute-cour tahitienne se réunira le 29 janvier prochain, sur la convocation de son président, pour tenir sa première session de l'année 1873.

La présente ordonnance sera

E hanoiputui mai te haava raa mai tahiti i te 29 no temara; mau nei, nia i te poro raa a tons ra peretiiti, no tonno putuputa raa matama no te matahiti 1873.

E faaita hia teie nei faave ras

Nous, POMARE IV, Reine des Iles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République,

Vu la loi du 28 mars 1866 et l'ordonnance du 6 octobre 1868;

Considérant que la commission désignée dans l'ordonnance précitée a surtout été instituée en vue de l'enregistrement des terres, et que les conseils des districts ont plus de facilités que ladite commission pour effectuer le bornage des terres incultes;

Considérant qu'il est équitable de répartir les conseils chargés des opérations de bornage par la loi précitée du 28 mars 1866;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur des affaires indigènes,

ORDONNONS :

Le bornage des terres incultes et des terres définitivement adjudgées par arrêté contradictoire ou d'homologation de la haute-cour tahitienne sera opéré par le conseil du district, qui désignera à cet effet une commission de trois membres pris dans son sein

Chacun des conseillers qui procédera à cette opération recevra une vacation de 2 fr. par jour.

Il ne pourra être alloué plus de deux vacations par bornage.

Il sera en outre versé à la caisse indigène 1 fr. par bornage pour les dépenses accessoires.

Les frais de bornage seront à la charge des propriétaires, sauf recours, s'il y a lieu, contre les parties perdantes.

Ils seront recouvrés par le gérant de la caisse indigène et payés par lui aux ayants-droit sur certificat délivré par le conseil et visé au bureau de l'inscription des terres.

Le directeur des affaires indigènes est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1872.

GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu la demande faite le 19 août dernier, par plusieurs Chinois résidents à Tahiti, à l'effet de constituer une société de secours mutuels et de créer un hôpital ou maison de refuge pour les membres de cette société;

Vu le projet de statuts présenté à ce sujet par les intéressés;

Sur le rapport de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. — Sont approuvés les statuts ci-après transcrits de la société de secours mutuels formée entre les Chinois dont les noms sont relatés audit acte.

Toutefois la liste des sociétaires à établir après constitution de la société devra être communiquée à l'Administration, les mutations des membres devront lui être signalées, et aucune modification ne sera portée aux statuts avant son acquiescement.

Art. 2. Il est expressément interdit aux sociétaires d'établir entre les Chinois aucune exception qui serait basée sur la différence de culte.

Art. 3. La police locale et la police indigène auront toujours accès de jour et de nuit dans ledit établissement, sans qu'il soit néces-

de passer aux formalités prévues par la loi pour autoriser leur admission.

Art. 1. L'Ordonnateur C. F. de Directeur de l'Intérieur et le Directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 24 décembre 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :
 L'Ordonnateur Le Directeur
 J. F. de Directeur de l'Intérieur, des affaires indigènes,
 L. LE GUAY. DOUAI.

STATUTS.

La liste des membres fondateurs sera remise au Gouvernement. Tous les membres admis régulièrement auront droit au secours de la société.

Des secours ne pourront être demandés qu'en nature.

Il consistera, outre le logement, en soins médicaux et en fournitures d'aliments, de médicaments et de vêtements.

La société pourvoira aux frais de sépulture des personnes décédées dans la maison de refuge.

La société sera gérée et administrée par un comité, composé d'un président, d'un trésorier-économ et d'un secrétaire, élu dans le cours du mois de février de chaque année par la majorité des sociétaires présents à Papeete.

Le comité sera élu deux, quatre ou six ans, suivant l'importance des sommes qui seront à verser pendant l'année et justifier des dépenses au moyen de quittances.

Les fonctions de président et de secrétaire du comité seront gratuites. Celles de trésorier-économ pourront donner lieu à un traitement que l'assemblée générale déterminera.

Il sera pourvu aux besoins de la société au moyen d'une cotisation personnelle de un franc par mois.

Sera exclu de la société tout membre qui n'aura pas versé la cotisation personnelle pendant trois mois consécutifs; toutefois le comité pourra prolonger de deux à six mois ceux qui justifieraient n'avoir ni ressource ni travail.

Les sociétaires admis dans l'établissement devront, après leur guérison, rembourser, sur les premiers produits de leur travail, les dépenses occasionnées par leur traitement.

Un diplôme sera donné à un élève particulier pour chaque année traité dans l'établissement.

L'admission dans l'hôpital n'aura lieu que sur la présentation d'un billet d'entrée délivré par le médecin qui sera attaché.

Le séjour dans ce même établissement ne pourra se prolonger au delà du temps strictement nécessaire pour la complète guérison, laquelle sera constatée par le même médecin.

Une de ses occupations sera de faire travailler les malades, les employés, les travaux d'entretien, le blanchissage, etc., sera réglé par le comité, à la charge par lui d'en rendre compte à l'assemblée générale, qui pourra apporter pour l'avenir les modifications qu'elle jugera nécessaires aux statuts précédemment pris.

Outre l'assemblée générale annuelle, le comité pourra réunir les sociétaires aux époques qu'il déterminera, mais seulement dans le cas où il s'agit d'apprécier sur des questions graves et urgentes, et particulièrement sur les modifications à introduire dans les statuts.

Lorsqu'un Chinois voudra faire partie de la société, il devra être présenté au comité par deux membres, et se déclarer sur son admission par le vote de l'assemblée générale convoquée à cet effet. La majorité des suffrages des membres présents suffira pour prononcer l'admission. Les Chinois immigrants pourront faire partie de la société, mais ils n'auront pas voix délibérative; ils ne pourront sous aucun prétexte être distraits de leur travail chez les engagés.

Il sera élevé dans l'école de l'établissement un temple destiné à l'exercice des cultes des sociétaires.

Les frais d'établissement et d'entretien de ce temple seront prélevés sur les fonds de la société.

Chaque année l'assemblée générale des sociétaires déterminera, à la majorité des voix, la somme dont le comité pourra disposer pour la célébration des fêtes chrétiennes qui ont lieu aux mois de février, mai et juillet de chaque année.

Si la société venait à se dissoudre, les fonds existant en caisse, ainsi que le produit des biens appartenant à l'institution, seront partagés entre les membres existant à ce moment partie de la société, en proportion de ce que chacun d'eux aura versé, déduction faite des dépenses qui lui auront personnellement occasionnées.

Papeete, le 19 août 1872.

Signé : JERRY SMITH, LEE YOO, WONG ANTOON, CHES ARI, TANAKA, HIRAKI, CARRENO SHAW, LEE SUTS, HICAT, MORTI, QUAN SANH et HOONG YOON.

Vu : L'Ordonnateur,

L. LE GUAY.

Approuvé :

Papeete, le 24 décembre 1872.

Le Commandant Commissaire de la République,
 GIRARD.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu les articles 238, 239, 240, 243, 245, 247 du règlement financier du 14 janvier 1853.

Vu l'ordonnance du 13 mai-1838 et les instructions y annexées du 30 août de la même année;

Yu également les dépêches ministérielles des 10 septembre 1870 et 31 janvier 1872;

Vu le consultant-remont l'arrêté du 12 juillet 1872 rendu par le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie;

Considérant que les traites du trésor, dont les plus faibles coupures sont de 250 francs, ne suffisent pas, en l'absence de bons sur la poste et par suite de la spécialité des traites sur la caisse-déca-invalides, aux besoins de la population et du commerce pour les remises des sommes inférieures;

Que cette insuffisance nuit au retour des valeurs métalliques dans la caisse du trésor;

Sur la proposition de l'Ordonnateur;

Le Conseil d'administration entend;

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ART 1^{er}. Il sera concédé en échange de numéraire chaque mois, aux personnes qui en feront la demande, des traites à un mois de vue émises en remboursement d'avances sur services *Merrine*.

Ces traites de tous chiffres et dont la valeur ne dépassera pas 250 francs, lorsque l'excédent de trésor reformera des coupures de ce chiffre à vingt jours de vue, devront être toujours inférieures à la

plus petite coupure desdites traites à vingt jours de vue existant au trésor, si les coupures de 250 francs venaient à s'épuiser.

Elles seront délivrées aux administrations, aux fonctionnaires, ou aux particuliers sur demandes faites à l'Ordonnateur, avant le 20 de chaque mois; passé cette date, les demandes seront renvoyées au tirage du mois suivant.

Dans le cas où il serait fait envoi par la Métropole de traites à vingt jours de vue d'une valeur inférieure à 250 francs, les traites à trente jours ne pourront être supérieures à leur plus petite valeur.

Toute demande de traite d'une valeur supérieure à 250 francs sera réalisée en principal par la concession de traites à vingt jours.

Le complément seul de la demande sera fourni en traites à trente jours.

ART 2. Le placement des traites concédées aux particuliers étant terminé, il sera tiré pour le solde des dépenses à rembourser une traite à l'ordre du caissier central du trésor public.

ART 3. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et enregistré partout où besoin sera et notifié au trésorier-payeur.

Papeete, le 26 décembre 1872.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :
 L'Ordonnateur,
 L. LE GUAY.

AVIS AU PUBLIC.

L'administration concédera à partir du 1^{er} janvier des traites à trente jours dites traites blanches ou traites avancées au service *Merrine*.

Ces traites seront inférieures à la plus petite coupure de traites à vingt jours existant au trésor, soit en ce moment 250 francs.

Elles seront de tous chiffres jusqu'à la limite fixe ci-dessus afin de permettre d'effectuer des remises de la somme exacte qu'on a en vue d'expédier.

Toute demande supérieure à 250 francs sera réalisée en traites à vingt jours, dont les coupures sont de 250, 500, 1,000, 2,000, 5,000, 10,000 francs; le complément seul sera fourni en traites à 30 jours de vue.

Les demandes devront parvenir à l'Ordonnateur avant le 20 de chaque mois. Toute demande qui se produirait après ce délai serait renvoyée au mois suivant.

L'échange aura lieu au trésor à partir du 23 de chaque mois.

Il n'est rien changé au mode d'échange des traites à 20 jours de vue. Elles pourront toujours être réalisées dès que la demande en aura été faite.

Les demandes qui comporteront à la fois, selon les règles établies au paragraphe 4 du règlement financier du 14 janvier 1853, complément en traites à 20 jours, devront être adressées à l'Ordonnateur dans le délai six ci-dessus au paragraphe 5.

Les traites à 20 jours pourront être immédiatement délivrées. Les autres seront soumises aux conditions sus-énoncées.

Papeete, le 26 décembre 1872.

L'Ordonnateur,

L. LE GUAY.

Vu et approuvé :

Le Commandant Commissaire de la République,
 GIRARD.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 23 décembre

1872 :

L'Indigène Puari à Taute nommé mutui à pied d'Han-piti (Moorea), à compter du 10 novembre 1872; en remplacement

de Arano, démissionnaire;

L'Indigène Teira à Mahiti nommé mutui à cheval de Mataia, à compter du 20 novembre 1872, en remplacement

de Tairea, démissionnaire.

Mai te au i te faue raa a te Tomana te Avava o te Repapira no te 23 no itema 1872 :

Ua fahora hia te taata ra o Puaari a Taute i mutui fanga no Han-piti (Moorea), e i te 10 no novema 1872 e taio atu ai, e moa la Arano, te fahao mui te toru;

Ua fahora hia te taata ra o Teira a Mahiti i mutui fanga horohoro no Mataia, e i te 20 no novema 1872 e taio atu ai, e moa la Tairea a Tetano, te fahao mui mai i te toroa.

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 27 décembre 1872.

Vendredi dernier a eu lieu l'enterrement de la jeune princesse Terini-ourumona-terai, petite-fille de la Reine Pomare.

Sur l'invitation de la Reine et du Commandant Commissaire de la République, la plupart des habitants des districts de Tahiti et de Moorea se sont rendus à Papeete, pour lui rendre les honneurs funèbres et témoigner à la Reine combien elle prenait part à sa douleur.

A 3 heures de l'après-midi, le Commandant, suivi des officiers des différents corps, des principaux fonctionnaires de la colonie et du commandant du *Vaudreuil*, qu'accompagnait les officiers de son état-major, s'est rendu à la maison mortuaire, où se trouvaient déjà réunies les troupes de la garnison et la compagnie de débarquement du *Vaudreuil*.

I te mahana pea i oli aenei i hua hia mai i Ari vahine ap ra o Terini-ourumona-terai, te moora o te Ari vahine ra o Pomare.

No te parau a te Ari vahine e te Tomana te Avava o te Repapira, ua mai te rahi o te mau taata no te mau matainaa no Tahiti e Moorea i Papeete nei, e fahabehana i te i tona hua raa, e te faaita atu hoi i te Ari vahine i rahi o ratou aroha ia i tona sti rahi.

I te hora toru i te tpe raa mahana, ua tae te Tomana mai te pee hia mai, e te mau raaira no te mau papa, te fea toroa rahi no te fenua nei, e te tomana no te pahi auhi ra, e Vaudreuil mai te pee hia mai e toa mau raaira i te fare i mate ai, ua taluru aena te mau fahala e te vaienta deé réunies les troupes de la garnison et la compagnie de débarquement du *Vaudreuil*.

Te mau taata hiahihi, aena hia mai te au i te mau matainaa,

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TAHITIENNE

Seizième Session de l'année 1872

PRÉSIDENCE DE M. FINAURIER

Admission du 21 octobre 1872. N° 527. — Entre le sieur Taouru a Marana, propriétaire, demeurant à Taouru, spécialement par son mandataire Teuera a Paia, agissant pour elle-même, appa-

Parapuru raa ra e to 31 noia 1872. N° 527. — I rotu te Taouru a Marana, e fua fenua, e ia i Taouru, i te mea i te hepaao i tana mau oiaha o Taouru a Paia, e tei rave mo teo iho iho i te hoto mau.

Et la dame Teuereira a Tiohoropi, représentée dans l'instance par le sieur Denela a Paou, son fils, propriétaire, demeurant à Paou, agissant pour elle-même et pour les divers membres de sa famille, intimé.

Ua tau hia i te vahi atene te faatua raa i hoto hia mai, e pa raa 45 e te 81 no te tere no te 30 no Novemba 1855 no nia i te huri raa i te mau i te.

Lecture du jugement attendu a été donné publiquement, ainsi qu'il est des articles 145 et 84 de la loi du 30 novembre 1855 sur la récoaction des témoins. Vu l'appel interjeté le 20 mai 1872 par le sieur Taouru a Marana, représenté comme ci-dessus, d'un jugement du district de Taouru en date du 29 avril 1872, qui attribue à l'intimée la propriété de la terre Taouru ou Aiteave, sans dans ce district et non enregistré, et a rejeté les prétentions qu'avait l'appellant sur cette terre.

I te hio raa i te parau i hoto hia mai i te 20 ao me 1872 e Taouru a Marana, tei memo hia mai faaite hia i nia nei, no te hoo faatua raa a te apoo raa no Taouru raa no te 29 no pepera 1872, tei tau na tei pee mai i te Kenaa ra o Taouru, oia hoi o Aiteave, te vai i tana maatacines ra, e tei ero i tombe hia.

Attendu qu'au cet appel est réglé en la forme, y faisant droit, et statuant au fond : Qu'il l'appellant, représenté comme dessus, en ses conclusions, tendant à faire infirmer le jugement précité, parce qu'il attribue à ladite Teuereira, comme lui appartenant en vertu d'un jugement rendu le 21 août 1865 par le juge de Paou, la propriété de ladite terre Taouru, que l'appellante revendique par elle-même, lui appartenant par droit de héritage du chef de Marana, son oncle, qui en était propriétaire, et disant qu'on ne peut lui opposer le jugement de 1865, dans lequel il ne figurait ni directement ni indirectement.

Te hio raa, ua tau maaiti te hoo a tana hoo ras ra, ma te ini ni nia i te tuma o te oiaha ; — la faaroo hia tei hoo mai, tei memo hia mai i tana mau oiaha, oia hoi e, la faoro no hia te faatua raa i hoto hia mai, no te mea na tau hia na Teuereira no te riro raa i tana mau te au i te hoo faatua raa tei rave hia i te 31 no pepera 1865 e pa raa 45 noia, tei Kenaa ra o Taouru, o ia tei hoto mai e titaui mai nei na hia tona tupuna o Marana, te fatu raa, e mai te faaita atou mai e o te faatua raa tei rave hia i te maatahi 1865 eia na e au mai i nia i na, no te mea oia eia i o i roro i tana rave raa raa.

Qui l'intimée, en ses conclusions et moyens, tendant à maintenir par et simple du jugement attendu, lui attribuant la propriété de la terre en litige en vertu du jugement précité de 1865, qui s'appuie lui-même sur son descendant.

la faaroo oia hia te mau parau a te anaha iho ; — I te hio raa i te tahi pae, e o te faatua raa tei faaite hia i nia nei no te maatahi 1865 tei haturu hia i nia nei, e au tau hia mai te hoo hooa, aita i faaite hia i roro i te oiaha tei hoo mai i toto i tana maro raa ra, e no reira eia tana faatua raa ra e au i nia hia.

Qui le ministère public en ses conclusions :

I te hio raa 'to hoi i te tahi paeau, e au titaui hoi i te horomai e tau mai i te tapoo na roro i te iho no tona riro raa oia fatu no te fenua e maro hia nei, aita raa oia i tona mai i te tapoo na te haturu raa i tana mau oiaha raa ; e maia nua iho i te vai hia mai e na fatu, te hoo (te piti) e te iho) ua faaite mai e aita oia i te iho Marana, te iahi iho (te tora) e te iho) ua faaite mai e un iho oia hie e aita raa iho tona raa raa i Taouru, e ma te faaita atou mai e aita oia i hio mai te mea e fenua no Taouru ; to piti no iho iho, o na iho maama e piti, tei faaita mai e o tei faaita hia i te hoo nei e tona paeau fetii tei tau au i tei hoo fenua ; — O na iho maama e toru, ua faaite mai la e o tei pee mau e tona paeau te anu i tei hoo e e mea huri rahi hoi te maatahi, te maha o te iho aita i faaita mai i tona iho no te vahi i te hoo nei, no te mea u mastru pa

Mais attendu d'un autre côté que ledit appelant, admis dans la présente audience à prouver par témoins ses droits sur la terre en litige, n'a pu donner aucune preuve sérieuse à l'appui de ses prétentions ; que quatre témoins seulement ayant été entendus, présentés par les deux parties, un de 27 a déclaré n'avoir pas connu Marana, un autre (le 3^e) a déclaré l'avoir connu, mais qu'il n'avait pas de lien de parenté avec Taouru ; le premier seul a dit que Marana était un des ancêtres de Taouru et avait joui longtemps de la terre en litige, le quatrième disant bien que ce Marana avait joui, mais en déclarant qu'il ne savait si c'était parent de Taouru ; enfin deux seulement, ces deux premiers, ont dit que ce dernier lui-même ou ceux de sa famille avaient joui j'y a un certain temps ; les trois premiers témoins au contraire reconnaissant que l'intimée ou les siens jouissaient actuellement depuis plusieurs années, le quatrième n'ayant pu d'ailleurs témoigner sur ce dernier point, vu son absence du district depuis une vingtaine d'années environ :

Attendu qu'il résulte de ce

qu'il n'est pas possible de reconnaître les droits de l'appellant sur la terre en litige, et que dès lors ce jugement ne peut lui être opposé.

qui précède que l'appelant n'a pas fait preuve suffisante de ses droits sur la terre qu'il réclame ; que l'intimée au contraire prouve par trois témoins que depuis plusieurs années elle possède, par elle ou les siens, ladite terre Taouru, de sorte que par elle-même elle devrait être maintenue dans cette possession qui est acquise, quand même celle-ci n'appartient pas sur le jugement de 1865, dont le cour doit faire quitte cependant faute de preuve contraire de la part de l'appellant, et qui attribue la propriété de la terre contestée audit Denela, représentant dans l'instance l'intimée sa mère, avec laquelle il considère ses droits comme communs, selon l'usage du pays ; Par ces motifs,

La cour, après en avoir délibéré, sans la participation de son président, conformément à son statut, reçoit par la forme l'appel interjeté par le sieur Taouru, mais dans le fond le déboute de toute prétention sur la terre Taouru ou Aiteave dont sagit ; et confirmant le résultat du jugement dont cet appel est fait, déclare à nouveau, dit que la terre Taouru ou Aiteave appartient à l'intimée Teuereira a Tiohoropi, pour elle et sa famille ; condamne en outre Taouru a Marana à 50 francs d'amende et aux frais des deux instances.

metabiti e piti ahura o tona oia faara raa mai i roro i tana maatahi raa ;

I te hio raa mai i toto i te faaite hia i nia nei e aita raa ana e tapao hia maaiti i tona mau no te titaui raa i tei hoo fenua ; — I te hio raa e o tei hoo fenua, ua itua hia, mai te au i te parau a hie tei hoo fenua tei titaui hie e au, e e mea rahi tei hoo fenua maatahi tona hio, e aere hia, e toa paeat fetii mau raa i tei hoo fenua i roro i te roro rima, e no te rira hio ra ; e mea tita raa na tamaru hia e roro tei fatu, mai te haturu eoro noa mai hio i nia i te faatua raa tei rave hia i te maatahi 1865, e oia te ta haava raa rahi i fari atoa hoi, no te mea aita e tapao no te fihopaa raa i tana hia mai e tei hoo fenua, e tei tau i tei hoo fenua o Taouru e maro hia nei na Denela tei memo e e mea rahi tei hoo fenua, toa, toa, metan vahie, e o tana e parau nei e hoo a o rana na raa, mai te au i te hepaao raa o te fenua nei ; — No te reira mau rahi ; — Te haava raa hia, i muri e te iho raa mai tei hoo fenua mai tona paeat rima, e mai te au i te ture, te fari nei i te hoo raa i hoto hia mai e Taouru, e na rira i te ture, te faaere nei iana i tana 'to raa mau titaui raa i nia i te fenua ra o Taouru, oia hoi o Aiteave oia mau hio nei, e te i tana nei tei faatua raa i hoto hia mai e ma te imi apu hia hoi ; te faaita nei e o te fenua ra o Taouru, oia hoi o Aiteave, e fenua na no Teuereira a Tiohoropi e tona paeau fetii ; te faatua nei la Taouru i te utua e 50 francs, e i te mau taine no na rave raa e piti.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

Du jeudi 19 au mercredi 25 décembre 1872 inclus.

VAHARES DE COMMERCE ENTRÉS.

- 19 décembre. Trois-mâts-barque anglais Anemolossator, de 205 ton, cap. Watson, ven. de Sydney le 18 courant.
20 décembre. Goel. anglais Jessie Niccol, de 92 ton, cap. Yales, ven. d'Australia le 20 courant ; 1 passag., H. Hicks.
20 décembre. Goel. de la Comp. de 48 ton, cap. Elacot, ven. de Kerata le 8 jours ; 3 passag., M. Elkott, M. Campbell, anglais, et 1 indigène.
21 décembre. Brig-goel. hawaïen W. H. Allen, de 161 ton, cap. Schneider, ven. d'Hoopulu au 21 jours ; 2 passag., M. Estall, américain, et 2 chinois.
22 décembre. Trois-mâts-barque français Mapietan, de 259 ton, cap. Girard, ven. de Nouméa le 4 jours ; 1 passag., M. Hatabouli, français.
22 décembre. Goel. de Protet, Steffa, de 90 ton, cap. Gilkey, ven. de Houahou le 1 jour ; 8 passag., M.H. Chapman, Holman, américains, Menal, allemand, et 3 indigènes.
23 décembre. Brig-goel. américain Manuahu, de 173 ton, cap. Melcass, ven. de San Francisco le 21 jours ; 1 passag., M. Salason, anglais.

NAVIRE DE COMMERCE SORTI.

- 21 décembre. Goel. du Protet, Arive, de 21 ton, cap. Teuriki, all. à Taaitira.

BÂTIMENTS SUR RADE.

DE COMMERCE.

- 16 décembre. Avis français à bâbord Foubrest, 132 h. d'équipage, commandé par M. Lejeune, capitaine de frégate.

DE COMMERCE.

- 19 septembre. Brig. du Protet, Mahina, de 221 ton, cap. Mothilan.
9 décembre. Goel. du Protet, Epine, de 11 ton, cap. Johnson.
18 décembre. Brig-goel. du Protet, Sir John Brygonne, de 101 ton, cap. Chase.
19 décembre. Trois-mâts-barque anglais Meconnaissance, de 298 ton, cap. Watson.
19 décembre. Goel. anglais Jessie Niccol, de 92 ton, cap. Yales.
19 décembre. Goel. du Protet, Glener, de 48 ton, cap. Elacot.
21 décembre. Brig-goel. hawaïen W. H. Allen, de 161 ton, cap. Schneider.
22 décembre. Trois-mâts-barque français Mapietan, de 259 ton, cap. Girard.
21 décembre. Goel. du Protet, Steffa, de 90 ton, cap. Gilkey.
21 décembre. Brig-goel. américain Manuahu, de 173 ton, cap. Melcass.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEURI

Du 15 au 19 décembre 1872.

NAVIRE ENTRÉ.

- 17 décembre. Goel. du Protet, Frouler, de 32 ton, cap. Clark, ven. des Marques.

NAVIRE SORTI (part Phélon).

- 16 décembre. Avis à bâbord Foubrest, 135 h. d'équipage, commandé par M. Lejeune, capitaine de frégate, all. à Papeete ; passag., M. L. Comandant Commissaire de la République, sa suite et les troupes expéditionnaires.

SCR RADE.

- 8 septembre. Goel. française Margoret, de 12 ton, pat.
12 décembre. Goel. du Protet, Epine, de 102 ton, cap. Baudin.
17 décembre. Goel. du Protet, Frouler, de 32 ton, cap. Clark.

ANNONCES

GRAND ASSORTIMENT DE CHAUSSURES FRANÇAISES en tous genres, récemment arrivées. En vente chez S. DROLLET.

CALENDRIER DE TAHITI POUR L'AN 1873

LES PRESSES DE LA LUNE. Prix: En feuille, 0 fr. 30 c.; Cartoné, 1 fr. 30 c.